1
bureau
coordination

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 1er avril 1953, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant la loi du 25 mars 1876 sur la compétence et le Code de procédure civile en matière de référés et de décisions sur requête, et complétant la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire", a donné le 21 octobre 1953 l'avis suivant:

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 1e April 1953 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 25 Maart 1876 op de bevoegdheid en van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering in zake kort geding en beslissing op verzoek, en tot aanvulling van de wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting", heeft de 21e October 1953 het volgend advies gegeven :

Le projet tend à remplacer par des textes nouveaux les dispositions du Code de procédure civile et celles du livre préliminaire qui sont relatives à la procédure en référé et à la procédure sur requête.

Il comprend certaines dispositions reprises d'un projet sur lequel le Conseil d'Etat a donné son avis le 4 octobre 1948 et qui, amendé par le Sénat, est actuellement soumis à la Chambre des Représentants (Doc. Parl. Chambre, session 1948-1949, n°493).

\+

\+ +

Selon l'exposé des motifs, l'article 11 nouveau du livre préliminaire n'apporte aucune modification de fond aux textes en vigueur. Il n'a d'autre but que de supprimer le 1° du texte ancien devenu sans objet en raison de la réforme introduite par l'arrêté royal n°63 du 13 janvier 1935 et de mettre en concordance le 2° avec l'article 8 du livre préliminaire.

En imposant au président du tribunal de première instance, statuant par voie de référé, de se dessaisir des litiges dévolus aux juges de paix, aux tribunaux de commerce et aux conseils

.../...

de prud'hommes lorsque la partie défenderesse le demande, le projet ne met pas fin aux difficultés de compétence procédant de la réforme fragmentaire réalisée par la loi du 15 mars 1932 qui n'attribuait aux tribunaux de première instance qu'une simple prorogation de juridiction. L'inconvénient qui en résulte est plus sensible encore en matière de référé en raison de l'urgence que présupposent les litiges débattus devant le président du tribunal. L'efficacité de l'institution est affaiblie si sa compétence peut être mise en échec.

Il apparaît d'autant plus souhaitable de limiter à son premier alinéa le texte de l'article 11 repris au projet que les articles 11 bis et 11 ter nouveaux n'établissent pas cette restriction de compétence. En effet, le président du tribunal de première instance peut "en toutes matières, lorsqu'il reconnaît l'urgence" désigner des séquestres, ordonner une enquête in futurum, prescrire des constats ou des expertises. A cet égard, la réforme est sans doute opportune. Elle comble les lacunes dérivant de l'inexistence d'une procédure des référés, en justice de paix et devant les conseils de prud'hommes. Encore gagnerait-elle à être précisée, tout au moins dans l'exposé des motifs, de manière à éviter toute controverse d'interprétation, si l'alinéa 2 de l'article 11 nouveau était maintenu.

\+

\+ \+

L'article 3 du projet du Gouvernement établit une série de dispositions relatives aux procédures sur requête et propose de les insérer dans le titre XXIV du Code de procédure civile, dont les dispositions ont été abrogées par l'arrêté royal n° 300 du 30 mars 1936.

En ce qui concerne la phrase liminaire de cet article, le Conseil d'Etat propose :

"Le titre XXIV du livre II de la première partie du Code de procédure civile comprenant les articles 404 à 413, abrogé par l'arrêté royal n° 300 du 30 mars 1936, est rétabli avec la rédaction suivante: ... ".

Ce titre ne comportant que dix articles qui se suivent dans un ordre logique, le Conseil d'Etat ne croit pas nécessaire d'y prévoir des subdivisions.

\+

\+ \+

Les règles générales nouvelles ne sont pas destinées à se substituer aux règles particulières qui seraient établies dans des matières spéciales. Si, dans l'intention du Gouvernement, il devait en être autrement, il y aurait lieu d'indiquer les dispositions que le projet aurait pour effet d'abroger.

\+

\+ \+

.../...

Le texte des articles 404 à 413 dont l'insertion dans le Code de procédure civile est proposée, donne lieu aux remarques suivantes :

1° Il serait conforme aux principes généraux de la procédure de prévoir à l'article 404 que la requête doit être motivée. Cela paraît d'autant plus souhaitable que la procédure n'est pas contradictoire et que l'opposant éventuel doit pouvoir apprécier ainsi la justification de la requête. Cette solution aurait en outre l'avantage de permettre, dans l'article 407, une simple référence aux formes prévues à l'article 404 en ce qui concerne la requête en appel.

2° Aux termes de l'alinéa 2 de l'article 409, il est prévu que l'opposition, lorsque la signification n'a pas été faite à personne, sera formée dans un délai de quinze jours à partir du moment où l'exécution de la décision a été connue de l'opposant. Cette dernière notion est empruntée à la procédure pénale ; pareille disposition n'est pas susceptible d'énerver l'exercice de l'action du ministère public qui dispose de moyens d'investigations étendus. Il n'en va pas de même dans la matière de la procédure sur requête, où son application donnerait lieu à de grandes difficultés de preuve en ajournant d'ailleurs indéfiniment le règlement du litige.

Le Conseil d'Etat propose en conséquence de prendre la signification comme point de départ du délai d'opposition.

.../...

Toutefois, l'allongement du délai de quinze jours est souhaitable dans les cas où la signification n'a pas été faite à personne : le Conseil d'Etat propose de le porter à trente jours.

3° L'énumération contenue dans l'alinéa 3 de l'article 410 est superflue; elle est, de plus, incomplète car elle ne prévoit pas qu'opposition peut être faite à un arrêt sur requête rendu par une cour d'appel.

Le Conseil d'Etat propose de remplacer cette énumération par une règle générale prévoyant que l'opposition contiendra assignation à comparaître "devant le juge qui a rendu la décision"; cette expression désigne tant le président du tribunal de première instance ou du tribunal de commerce statuant en vertu de pouvoirs propres, que la chambre d'une cour ou d'un tribunal.

Il n'est pas nécessaire de prévoir que l'opposition formée contre les décisions présidentielles doit être portée à l'audience des référés; il suffit d'indiquer qu'assignation est donnée à comparaître à l'audience du juge qui a rendu la décision; le président, qualitate qua, ne tient d'autre audience publique que celle des référés et le seul mot "audience" emporte avec lui l'idée d'une audience publique (Cass. 8 janvier 1855, Pas. 1855-1-31).

4° L'article 410 , alinéa 4, prévoit que "les délais de comparution ne peuvent être inférieurs à ceux prescrits par la loi pour les ajournements ordinaires". L'expression "ajournement ordinaire" est ambiguë. Il est plus clair d'y substituer la référence aux délais respectivement prescrits pour les assignations devant les diverses juridictions.

D'autre part, il y a lieu d'empêcher que l'opposition ne devienne une procédure dilatoire, ce danger serait à appréhender si l'opposant avait la faculté d'assigner pour l'audience la plus éloignée possible.

Le Conseil d'Etat propose un texte qui répond à ces préoccupations. Il est rédigé à l'exemple de l'article 20 du Code, qui règle la matière des oppositions en justice de paix.

Le délai minimum proposé est celui prescrit pour les assignations en référé.

\+

\+ +

A l'article 5, II, du projet, l'expression "le magistrat" a été remplacée par : "le juge", en conformité de l'observation formulée à propos de l'article 410, alinéa 3.

\+

\+ +

L'article 6 du projet insère un article 808 bis dans le Code de procédure civile.

L'article 806 contient des dispositions relatives à la compétence du juge des référés, qui trouveraient mieux leur place dans le nouvel article 11 du livre préliminaire. Certaines d'entre elles font d'ailleurs double emploi avec celles de cet article 11. D'autre part, il est devenu anachronique de faire figurer les dispositions relatives à la procédure des référés dans le livre V qui traite de l'exécution des jugements.

Ce remaniement pourrait être envisagé si la réforme s'insérait dans une revision plus ample du Code de procédure civile.

\+

\+ \+

L'article 169 bis que l'article 7 du projet du Gouvernement a pour objet d'insérer dans la loi du 18 juin 1869 est superflu. L'article 159 de cette loi règle de façon générale la matière de la conservation des minutes : rien ne permet de considérer qu'il ne serait pas d'application aux minutes des décisions rendues sur requête.

D'autre part, la disposition appelée à devenir l'article 169 ter de cette même loi n'est pas plus utile. Si elle devait être adoptée, le greffier serait tenu de dresser dorénavant une table générale qui comprendrait toutes les

décisions rendues, y compris les décisions sur requête, et une table spéciale qui ne comprendrait que ces dernières. Cette table spéciale, dont, par ailleurs, aucune disposition ne prévoit la tenue pour les ordonnances de référé, ne serait opportune que dans les tribunaux d'une certaine importance : c'est aux règlements d'ordre intérieur de ceux-ci qu'une disposition du genre de celle qui est proposée devrait figurer, comme y ont place déjà des dispositions analogues en ce qui concerne la tenue d'une table spéciale pour chacune des chambres ou pour les ordonnances de référé.

\+

\+ \+

Le Conseil d'Etat propose, en outre, les modifications de forme et de présentation reprises au texte figurant ci-après :

PROJET DE LOI CONCERNANT LES PROCEDURES EN REFERE ET SUR REQUETE, MODIFIANT : 1° LE LIVRE PRELIMINAIRE DU CODE DE PROCEDURE CIVILE; 2° LE CODE DE PROCEDURE CIVILE; 3° LA LOI DU 18 JUIN 1869 SUR L'ORGANISATION JUDICIAIRE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

CHAPITRE Ier - MODIFICATIONS AU LIVRE PRELIMINAIRE DU CODE DE PROCEDURE CIVILE.

Article 1er.-

L'article 11 du livre préliminaire du Code de procédure civile est remplacé par la disposition suivante :

"Article 11.- Le president du tribunal de première instance statue provisoirement par voie de référé dans tous les cas dont il reconnaît l'urgence, pour autant qu'ils ne soient pas soustraits à la juridiction des référés par une disposition spéciale.".

Article 2.-

Des articles 11 bis, 11 ter et 11 quater, rédigés comme suit, sont insérés dans le même livre préliminaire :

"Articles 11 bis, 11 ter et 11 quater : ... (texte du projet du Gouvernement) ...".

Article 3.-

Des articles 12 ter et 12 quater, rédigés comme suit, sont insérés dans le même livre préliminaire :

"Articles 12 ter et 12 quater : ... (texte du projet du Gouvernement) ...".

.../...

Article 4.-

Un article 17 bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même livre préliminaire :

"Article 17 bis.- ... (texte du projet du Gouvernement) ...".

CHAPITRE II - MODIFICATIONS AU CODE DE PROCEDURE CIVILE.

Article 5.-

Le titre XXIV du livre II de la première partie du Code de procédure civile, comprenant les articles 404 à 413, abrogé par l'arrêté royal n° 300 du 30 mars 1936, est rétabli avec la rédaction suivante :

"TITRE XXIV. - DISPOSITIONS COMMUNES AUX PROCEDURES SUR REQUETE.

Article 404.- Toute requête est motivée; elle est signée par l'avoué dans les matières où son ministère est obligatoire; par la partie, son avoué ou son avocat dans les autres.

La requête est déposée au greffe de la juridiction à laquelle appartient le juge à qui elle est présentée. Si, pour des motifs d'urgence, la partie sollicite l'exécution avant l'enregistrement de l'ordonnance, la requête sera présentée en double.

.../...

Article 405.- Toute décision sur requête est exécutoire par provision nonobstant opposition ou appel et sans caution, à moins que le juge n'en ait décidé autrement.

Article 405 bis.- Dans le cas où l'ordonnance est rendue exécutoire avant l'enregistrement, elle sera établie en deux exemplaires dont l'un constituera la minute et sera déposé au greffe, et l'autre, revêtu de la formule exécutoire, sera remis à la partie requérante.

Article 406.- Le juge peut, suivant l'exigence des cas, assujettir le requérant a donner caution ou à justifier de solvabilité suffisante.

Article 406 bis.- Si les portes sont fermées ou si l'ouverture en est refusée, il sera opéré conformement aux articles 587 et 591.

Article 407.- Sauf disposition contraire de la loi, le requérant peut interjeter appel, dans les deux mois de la décision. Cet appel se fera dans les formes prévues à l'article 404.

Article 408.- La partie contre laquelle la procédure est dirigée, peut former opposition à la décision qui préjudicie à ses droits.

Article 409.- L'opposition ne sera recevable que pendant quinze jours à compter du jour de la signification à personne. Si la décision n'a pas été signifiée à personne, l'opposition pourra être formée pendant trente jours à compter du jour de sa signification.

/

Article 410.- L'opposition sera formée par requête signifiée à l'avoué du requérant lorsque la décision a été rendue sur une requête présentée par un avoué. Dans les autres cas, la requête sera signifiee à la partie.

La requête d'opposition sera motivée; sa signification contiendra assignation à comparaître, au prochain jour d'audience, devant le juge qui a rendu la décision, en observant toutefois les délais prescrits pour les assignations devant ce juge. L'assignation indiquera les jour et heure de la comparution.

L'opposition sera jugée toutes affaires cessantes.

Article 411.- La décision rendue sur l'opposition ne sera pas susceptible d'opposition.

Article 412.- La décision rendue sur l'opposition sera susceptible d'appel dans les cas prévus et les limites établies au titre premier du livre préliminaire du présent Code.

L'evaluation prévue par l'article 33 de ce titre pourra être faite soit dans la requête, soit dans l'acte d'opposition, soit dans les premières conclusions prises par chacune des parties.

Article 413.- La requête civile et le pourvoi en cassation sont ouverts conformément au droit commun contre les décisions rendues sur l'opposition ou sur l'appel.".

.../...

Article 9.-

Le titre IX bis du livre V de la première partie du même Code est abrogé..

Article 10.-

Un article 808 bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code:

"Article 808 bis.- ...(texte du projet du Gouvernement) ...".

CHAPITRE III - ENTREE EN VIGUEUR.

Article 11.-

La présente loi entrera en vigueur le premier du ...e mois qui suivra celui au cours duquel elle aura été publiée.

Toutefois, les dispositions relatives aux délais ne s'appliqueront pas aux délais en cours à cette date.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Justice,

Het ontwerp strekt er toe, van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering en van het daaraan voorafgaande boek de bepalingen, welke betrekking hebben op de rechtspleging in kort geding en op de rechtspleging op verzoekschrift, door nieuwe teksten te vervangen.

Sommige bepalingen van het ontwerp zijn overgenomen uit een ander ontwerp, waarover de Raad van State op 4 October 1948 advies heeft uitgebracht en dat nu, na door de Senaat te zijn geamendeerd, bij de Kamer der Volksvertegenwoordigers aanhangig is (Parl. Doc. Kamer, Zitting 1948-1949, nr 493).

\+

\+ \+

Volgens de memorie van toelichting brengt het nieuwe artikel 11 van het voorafgaande boek geen wijziging in de wezenlijke inhoud der thans geldende teksten. Het heeft geen ander doel dan de vroegere tekst onder 1°, die tengevolge van de bij het koninklijk besluit nr 63 van 13 Januari 1935 ingevoerde hervorming zijn bestaansreden heeft verloren, te doen vervallen en de tekst onder 2° met artikel 8 van het voorafgaande boek in overeenstemming te brengen.

Wanneer het ontwerp voorschrijft, dat de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg, uitspraak doende in kort geding, de geschillen waarvan de berechtin

.../...

aan vredegerechten, rechtbanken van koophandel en werkrechtersraden is opgedragen, uit handen geeft indien de verweerder zulks verzoekt, wordt hierdoor geen einde gemaakt aan de moeilijkheden inzake bevoegdheid, ontstaan na de gedeeltelijke hervorming door de wet van 15 Maart 1932, welke de rechtsmacht van de rechtbanken van eerste aanleg alleen maar heeft verruimd. Het daaraan verbonden bezwaar treedt in gevallen van kort geding des te duidelijker aan het licht, daar de geschillen, welke voor de voorzitter van de rechtbank komen, uiteraard spoedbehandeling eisen. Het gerecht boet aan dodmatigheid in, zodra zijn bevoegdheid kan worden aangetast.

Dat de nieuwe artikelen 11 bis en 11 ter zodanige beperking van bevoegdheid niet kennen, is een reden te meer om van artikel 11 van het ontwerp alleen het eerste lid te behouden. De voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg kan immers "in alle zaken, wanneer hij ze als spoedeisend erkent", sekwesters aanwijzen, een getuigenverhoor in futurum gelasten, het doen van bevindingen of deskundigen-onderzoek voorschrijven. Wat dit betreft, komt de hervorming onbetwijfeld te stade en voorziet zij in de leemten welke ontstaan uit de omstandigheid, dat men bij het vredegerecht en de werkrechtersraad geen rechtspleging in kort geding kent. Toch zou ten deze nog een nadere verklaring, althans in de memorie van toelichting, welkom zijn, teneinde, ingeval het tweede lid van het nieuwe artikel 11 zou worden behouden, verschil van interpretatie onmogelijk te maken.

\+

\+ \+

.../...

Artikel 3 van het ontwerp der Regering voegt een reeks van bepalingen met betrekking tot de rechtsplegingen op verzoekschrift in onder titel XXIV van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering, van welke titel het koninklijk besluit nr 300 van 30 Maart 1936 de bepalingen heeft opgeheven.

Als aanhef van dit artikel stelt de Raad van State voor :

"Titel XXIV, boek II, van het eerste deel van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering houdende de artikelen 404 tot 413, opgeheven bij het koninklijk besluit nr 300 van 30 Maart 1936, wordt opnieuw aldaar opgenomen met de volgende redactie : ...".

Aangezien deze titel slechts tien artikelen bevat, die logisch op elkaar volgen, is de Raad van State van oordeel dat een verdere onderverdeling kan worden gemist.

\+

\+ \+

De nieuwe algemene regeling komt niet in de plaats van de bijzondere regelen, die voor speciale onderdelen van de stof zouden worden ingesteld. Zo de bedoeling van de Regering een andere is, ware aan te geven welke bepalingen ingevolge het ontwerp zouden worden opgeheven.

\+

\+ \+

.../...

Ten aanzien van de tekst der artikelen 404 tot 413, welke in het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering zullen worden ingevoegd, moge het volgende worden opgemerkt :

1° Overeenkomstig de algemene beginselen van de rechtspleging ware in artikel 404 te bepalen, dat het verzoekschrift met redenen omkleed moet zijn. Dit verdient des te meer aanbeveling, daar de rechtspleging niet op tegenspraak geschiedt en de eventuele opposant toch de rechtvaardiging van het verzoekschrift moet kunnen beoordelen. Aan deze oplossing zou nog het voordeel verbonden zijn, dat dan in artikel 407 kan worden volstaan met een eenvoudige verwijzing naar de bij artikel 404 voorgeschreven vormen inzake het verzoekschrift in hoger beroep.

2° Volgens artikel 409, tweede lid, wordt het verzet, indien de betekening niet aan de gerequestreerde in persoon geschiedde, gedaan binnen vijftien dagen te rekenen van het tijdstip, waarop de opposant van de tenuitvoerlegging der beslissing heeft kennis gekregen. Dit laatste begrip is aan de strafrechtspleging ontleend : een dergelijke bepaling vermag het optreden van het openbaar ministerie, dat toch over ruime middelen tot onderzoek beschikt, niet te verzwakken. Voor de rechtspleging op verzoekschrift kan dit niet worden gezegd, want hier zou de toepassing van deze bepaling het aanvoeren van bewijsmiddelen aanzienlijk bemoeilijken en de beslechting van het geschil overigens tot in het oneindige uitstellen.

.../...

De Raad van State bevoelt derhalve aan, de termijn van verzet te doen ingaan met de betekening.

Verlenging van de termijn van vijftien dagen is nochtans wenselijk in het geval, dat de betekening niet aan de gerequestreerde in persoon werd gedaan. De Raad van State stelt voor, de termijn in dat geval op dertig dagen te brengen.

3° De opsomming onder artikel 410, derde lid, is overbodig; zij is bovendien onvolledig, daar zij niet vermeldt dat een arrest, op verzoekschrift gewezen door een hof van beroep, voor verzet vatbaar is.

De Raad van State stelt voor, de opsomming te vervangen door een algemene bepaling, voorschrijvend dat het verzet de dagvaarding inhoudt om "voor de rechter, die de beslissing heeft gewezen", te verschijnen; deze uitdrukking slaat evenzeer op de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg of op die van de rechtbank van koophandel, die krachtens de hem toekomende bevoegdheid uitspraak doet, als wel op de kamer van een hof of van een rechtbank.

Het is onnodig te bepalen, dat het verzet tegen beslissingen van de voorzitter op de terechtzitting in kort geding moet worden aangebracht; het is voldoende aan te geven, dat gedagvaard wordt om ter terechtzitting van de rechter die de beslissing heeft gewezen, te verschijnen; de voorzitter presideert als zodanig geen andere openbare terechtzitting dan deze in kort geding en in het woord "terechtzitting" is het begrip "openbaar" reeds vervat (Verbr. 8 Januari 1855, Pas. 1855-1-31).

.../...

4° Artikel 410, vierde lid, bepaalt dat "de termijnen van verschijning niet korter mogen zijn dan die welke de wet voorschrijft voor de gewone dagvaardingen". De uitdrukking "gewone dagvaardingen" is dubbelzinnig. Duidelijker ware, in de plaats daarvan te verwijzen naar de onderscheidene termijnen, die voor de dagvaardingen met betrekking tot de verschillende gerechten zijn voorgeschreven.

Voorts is te vermijden, dat het verzet een rechtspleging wordt die vertragend werkt; dit gevaar zou zijn te vrezen indien de opposant bij machte zou zijn, voor de verst mogelijk verwijderde terechtzitting te dagvaarden.

De Raad van State stelt een tekst voor, die met de vorenstaande overwegingen rekening houdt. Deze tekst is geredigeerd naar het voorbeeld van artikel 20 van het Wetboek, dat het verzet voor het vredegerecht regelt.

De voorgestelde minimumtermijn is dezelfde als die voor de dagvaardingen in kort geding.

\+

\+ \+

In artikel 5, II, van het ontwerp worde overeenkomstig de bij artikel 410, derde lid, gemaakte opmerking het woord "rechter" in de plaats gesteld van het woord "magistraat".

\+

\+ \+

.../...

Artikel 6 van het ontwerp voegt in het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering een artikel 808 bis in.

Artikel 806 geeft bepalingen betreffende de bevoegdheid van de rechter in kort geding, welke beter in het nieuwe artikel 11 van het voorafgaande boek kunnen worden opgenomen. Sommige van die bepalingen komen trouwens op hetzelfde neer als die van dit artikel 11. Anderzijds gaat het niet langer aan, bepalingen betreffende de rechtspleging in kort geding op te nemen in boek V, dat op de tenuitvoerlegging van vonnissen betrekking heeft.

Deze omwerking zou overwogen kunnen worden, indien de hervorming deel uitmaakte van een ruimere herziening van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering.

\+

\+ \+

Artikel 169 bis, dat door artikel 7 van het ontwerp der Regering in de wet van 18 Juni 1869 moet worden ingevoegd, is overbodig. De bewaring der minuten wordt bij artikel 159 van laatstgenoemde wet in het algemeen geregeld; er is geen reden om te veronderstellen dat dit artikel niet zou gelden voor de minuten der op verzoekschrift gewezen beslissingen.

.../...

Even overbodig is de bepaling, welke als artikel 169 ter van dezelfde wet wordt voorgesteld. Indien zij werd aangenomen,zou de griffier voortaan een algemene lijst van al de gewezen beslissingen, derhalve ook van die op verzoekschrift gewezen, en daarnaast een afzonderlijke lijst voor alleen deze laatste beslissingen moeten bijhouden. Deze afzonderlijke lijst, waarvan het bijhouden voor de bevelschriften in kort geding door geen enkele bepaling wordt voorgeschreven,zou slechts voor de belangrijkere rechtbanken dienstig zijn.Een bepaling als de voorgestelde dient te worden opgenomen in de reglementen van orde dezer rechtbanken, zoals deze thans reeds bepalingen van dezelfde aard in voorkomen betreffende het opmaken van een afzonderlijke lijst voor elke kamer of voor de bevelschriften in kort geding.

\+

\+ \+

De Raad van State stelt bovendien nog wijzigingen voor, die de vorm en de inkleding van het ontwerp betreffen; zij zijn opgenomen in de onderstaande tekst :

.../...

ONTWERP VAN WET BETREFFENDE DE RECHTSPLEGING IN KORT GEDING EN OP VERZOEKSCHRIFT, TOT WIJZIGING : 1° VAN HET VOORAFGAANDE BOEK VAN HET WETBOEK VAN BURGERLIJKE RECHTSVORDERING ; 2° VAN HET WETBOEK VAN BURGERLIJKE RECHTSVORDERING ; 3° VAN DE WET VAN 18 JUNI 1869 OP DE RECHTERLIJKE INRICHTING.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Justitie is gelast in Onze naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

HOOFDSTUK I. - WIJZIGINGEN IN HET VOORAFGAANDE BOEK VAN HET WETBOEK VAN BURGERLIJKE RECHTSVORDERING

Artikel 1.-

Artikel 11 van het voorafgaande boek van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"Artikel 11.- De voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg doet voorlopig in kort geding uitspraak in alle gevallen die hij als spoedeisend erkent, voor zover deze niet door een bijzondere bepaling aan de rechtsmacht in kort geding zijn onttrokken.".

Artikel 2.-

In hetzelfde voorafgaande boek worden de artikelen 11 bis, 11 ter en 11 quater ingevoegd, luidende als volgt :

"Artikelen 11 bis, 11 ter en 11 quater : ... (tekst van het Regeringsontwerp, mits te lezen :

- in artikel 11 bis : "... bij een in kort geding gewezen bevelschrift" ;
- in artikel 11 ter : "... bij een in kort geding of op verzoek gewezen bevelschrift" ;
- in artikel 11 quater : "... alle nodige maatregelen bevelen").

Artikel 3.-

In hetzelfde voorafgaande boek worden de artikelen 12 ter en 12 quater ingevoegd, luidende als volgt :

"Artikelen 12 en 12 quater : ... (tekst van het Regeringsontwerp, mits te lezen :

.../...

- in artikel 12 ter, vooraan : "... bij een in kort geding gewezen bevelschrift" ;
- in artikel 12 ter, 2° : "... niet zal kunnen afgenomen worden".
- in artikel 12 quater : "... bij een in kort geding of op verzoek gewezen bevelschrift".

Artikel 4.-

In hetzelfde voorafgaande boek wordt een artikel 17 bis ingevoegd, luidende als volgt :

"Artikel 17 bis.- ... (tekst van het Regeringsontwerp, mits te lezen :

- in het eerste lid : "... in geval van verhindering of van overlijden";"gerecht" in de plaats van "rechtscollege";
- in het tweede lid : "... diegenen die werden aangesteld, maar verhinderd of overleden zijn.".

HOOFDSTUK II. - VIJZIGINGEN IN HET WETBOEK VAN BURGERLIJKE RECHTSVORDERING.

Artikel 5.-

Titel XXIV, boek II, van het eerste deel van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering houdende de artikelen 404 tot 413, opgeheven bij het koninklijk besluit nr 300 van 30 Maart 1936, wordt opnieuw aldaar opgenomen met de volgende redactie :

.../...

"TITEL XXIV. - BEPALINGEN GEMEEN AAN DE RECHTSPLEGINGEN OP VERZOEKSCHRIFT.

"Artikel 404.- Elk verzoekschrift wordt met redenen omkleed; in de zaken waar de tussenkomst van een pleitbezorger verplicht is, tekent deze het verzoekschrift; in de andere zaken tekent de partij, haar pleitbezorger of haar advocaat.

Het verzoekschrift wordt neergelegd ter griffie van het gerecht waartoe de rechter, tot wie het is gericht, behoort. Indien de partij om dringende redenen de tenuitvoerlegging vraagt vóórdat het bevelschrift is geregistreerd, wordt het verzoekschrift in twee exemplaren neergelegd.

.../...

Artikel 405.- Elke beslissing op verzoekschrift is uitvoerbaar bij voorraad niettegenstaande verzet of hoger beroep en zonder borgtocht, tenzij de rechter anders beslist.

Artikel 405.bis.- Ingeval het bevelschrift uitvoerbaar verklaard wordt vóórdat het is geregistreerd, wordt het in twee exemplaren opgemaakt; een wordt als minuut ter griffie neergelegd terwijl het andere, van het formulier van tenuitvoerlegging vergezeld, aan de verzoekende partij wordt overhandigd.

Artikel 406.- Naar gelang van de vereisten van het geval kan de rechter de verzoeker de verplichting opleggen, zekerheid te stellen of van een voldoende solvabiliteit te doen blijken.

.../...

Artikel 405 bis.- Indien de deuren gesloten zijn of de opening daarvan geweigerd wordt, treedt men op overeenkomstig het bepaalde in de artikelen 587 en 591.

Artikel 407.- Behoudens strijdige bepaling van de wet, kan verzoeker binnen twee maanden na de beslissing in hoger beroep komen. Dit beroep geschiedt in de vormen bij artikel 404 bepaald.

Artikel 408.- De partij, tegen welke de rechtspleging gericht is, kan in verzet komen tegen een beslissing die aan haar rechten afbreuk doet.

Artikel 409.- Het verzet is slechts ontvankelijk gedurende vijftien dagen te rekenen van de dag waarop de betekening aan de persoon is gedaan. Indien de beslissing niet aan de persoon is betekend, kan het verzet gedurende dertig dagen, te rekenen van de dag van de betekening der beslissing, worden gedaan.

Artikel 410.- Het verzet wordt gedaan bij een aan de pleitbezorger van verzoeker betekend verzoekschrift, wanneer de beslissing op een door een pleitbezorger ingediend verzoekschrift werd gewezen. In de andere gevallen wordt het verzoekschrift aan de partij betekend.

Het verzoekschrift van verzet wordt met redenen omkleed; de betekening houdt de dagvaarding in om op de eerstvolgende zittingsdag vóór de rechter, die de beslissing heeft gewezen, te verschijnen, met inachtneming echter van de termijnen die voor de dagvaardingen in kort geding gelden. De dagvaarding stelt dag en uur voor de verschijning.

Over het verzet wordt met opschorting van alle andere zaken gevonnist.

.../...

Artikel 411.- De op verzet gewezen beslissing is niet vatbaar voor verzet.

Artikel 412.- De op verzet gewezen beslissing is vatbaar voor hoger beroep in de gevallen en binnen de grenzen als bepaald in titel I van het voorafgaande boek van dit Wetboek.

De begroting, vereist bij artikel 33 van even bedoelde titel, kan worden gedaan in het verzoekschrift in de akte van verzet of in de eerste conclusie welke iedere partij neemt.

Artikel 413.- De op verzet of op hoger beroep gewezen beslissingen zijn vatbaar voor request civiel en voor voorziening in verbreking overeenkomstig het gemene recht.".

Artikel 6.-

In artikel 414 van hetzelfde Wetboek wordt de vermelding "XXI en XXIII" vervangen door de vermelding "XXI, XXIII en XXIV".

Artikel 7.-

Artikel 553, laatste lid, van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Te dien einde dagvaardt de schuldenaar de beslaglegger vóór de rechter, die de machtiging tot beslaglegging heeft verleend, alsook, bij voorkomend geval, de derde in wiens handen beslag werd gelegd.

.../...

Die eis wordt ter terechtzitting in kort geding aangebracht, indien de rechter die van de zaak kennis moet nemen, de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg of de voorzitter van de rechtbank van koophandel is.

De beschikking is niet vatbaar voor verzet of voor hoger beroep.

De rechter die de machtiging tot beslaglegging heeft verleend, regelt bij voorkomend geval de wijze en de voorwaarden zowel van de verkoop der inbeslaggenomen zaken als van de consignatie.".

Artikel 8.-

In artikel 554 bis van hetzelfde Wetboek wordt de verwijzing naar artikel 635 bis vervangen door een verwijzing naar artikel 553, vierde lid en volgende.

Artikel 9.-

Titel IX bis van boek V van het eerste deel van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Artikel 10.-

Een artikel 808 bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde Wetboek ingevoegd:

"Artikel 808 bis.- Wanneer de voorzitter machtiging verleent tot het horen van getuigen, geschiedt dit

.../...

verhoor volgens de gewone regels, behoudens het recht voor de voorzitter om in geval van noodwendigheid alle rechtsplegingstermijnen op te heffen.".

HOOFDSTUK III. - INWERKINGTREDING.

Artikel 11.-

Deze wet treedt in werking de eerste der ... maand volgend op die waarin zij werd bekendgemaakt.

De bepalingen betreffende de termijnen vinden evenwel geen toepassing op de termijnen die op dat tijdstip lopende zijn.

Gegeven te , .

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Justitie,

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président du Conseil d'Etat, président
M. SOMERHAUSEN, conseillers d'Etat
G. VAN BUNNEN,
A. BERNARD, assesseurs de la section de législation
Ch.VAN RAEPINGHEN, bijzitters van de afdeling wetgeving
G. PIQUET, greffier adjoint, greffier

De kamer was samengesteld uit

de Heren : eerste-voorzitter van de Raad van State, voorzitter
raadsheren van State
bijzitters van de afdeling wetgeving
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre de la Justice.

uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Justitie.

Le 1953.

De 1953.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

R. DECKMYN.